



**Comité logement
de la Petite Patrie**



**RAPPORT
D'ACTIVITÉS
2012-2013**

avril 2012 à mars 2013



Table des matières

Mission du Comité logement de la Petite Patrie.....	3
Mot du conseil d’administration.....	4
Faits saillants.....	5
Logement privé.....	6-7
Locataires aînéEs.....	8-9
Logement social.....	10-11
Concertation.....	12-13
Mobilisation.....	14-15
Centre social et communautaire de la Petite Patrie.....	16-17
Le nerf de la guerre.....	18
Le mot de la fin.....	18
Coordonnées.....	19

Le Comité logement de la Petite Patrie, fondé en 1983, a pour mandat d'informer, de sensibiliser, de défendre et de représenter les résidentEs du quartier, prioritairement celles et ceux socioéconomiquement défavoriséEs, sur toutes questions relatives à l'habitation et à l'aménagement urbain. Les deux principaux volets d'action du comité logement sont la défense des droits des locataires et le développement du logement social. Nous favorisons la prise en charge individuelle et collective des personnes et nous soutenons activement les initiatives qui encouragent le regroupement et la solidarité entre locataires.

Nous prêtons une assistance aux personnes aux prises avec des problèmes de logement (augmentation de loyer, présence de vermine, discrimination, mauvais état du logement, bruit, chauffage insuffisant, reprise de logement). Nous informons les gens sur la loi qui régit les relations entre locataires et propriétaires ainsi que le règlement sur l'entretien et la salubrité des logements de la Ville de Montréal. Nous organisons des campagnes de promotion pour l'obtention de nouvelles unités de logement social afin de répondre aux besoins des mal logéEs du quartier de la Petite Patrie.



Des employé.e.s qui contribuent à l'avancement du droit au logement.

De gauche à droite : Sylvie Lavigne, Martin Blanchard et Anne Thibault (coordonnatrice).

→ ... car c'est ma façon de ne pas rester indifférent et d'agir face aux nombreuses situations d'injustice et de discrimination dont malheureusement plusieurs locataires de la Petite-Patrie font les frais. Grâce à cette implication au sein du Comité logement Petite-Patrie, j'ai le plaisir de constater qu'en se mobilisant, on peut avoir un impact direct et positif sur la vie de notre quartier et de ses résidentes et résidents. **Stéphan Gervais**

→ ... car les augmentations abusives du coût des loyers, les condos qui poussent comme de la mauvaise herbe, le manque criant de logements sociaux et la gentrification à laquelle on assiste depuis quelques années dans le quartier sont tous des éléments qui font en sorte que l'on s'éloigne de plus en plus du respect du droit au logement qui est un aspect essentiel dans la lutte à la pauvreté. Ainsi, militer au Comité logement de la Petite Patrie me permet d'agir sur une question primordiale pour moi. **Marianne Bousquet**

→ ... parce que le droit d'avoir un «chez-soi» stable et sécuritaire représente pour moi la première étape vers la dignité. La dignité engendre souvent l'enracinement, l'enracinement engendre souvent l'appartenance, l'appartenance engendre souvent le désir de s'impliquer, s'impliquer engendre souvent le sentiment du «chez-soi». Pour que les gens de mon quartier restent chez-eux. **Sarah Chênevert-Beaudoin**

→ ... car il est plus que nécessaire de créer un mouvement de mobilisation sociale et politique capable de s'opposer à la planification urbaine actuelle qui favorise la construction massive de condos dans de nombreux quartiers montréalais. Mon implication au sein du Comité logement de la Petite Patrie s'inscrit dans ce désir d'une mobilisation critique qui permet de défendre les droits des locataires de notre quartier. **Gabrielle Renaud**

→ ... car la Petite Patrie est un fantastique quartier avec sa charmante population hétéroclite, ses nombreux services et sa proximité de la ville centre. La Petite Patrie est un quartier attirant. La Petite Patrie est un quartier en danger.

Depuis quelques années la pression due à la spéculation immobilière transfigure notre quartier et irrite une population pour qui il devient de plus en plus difficile d'y demeurer.

C'est en voulant faire quelque chose afin de contrer ce pernicieux mouvement que j'ai décidé de m'impliquer dans le comité logement de la Petite Patrie. Je réalise que notre implication, membres du CA, n'est pas vaine et que notre support au membre de l'équipe de travail du comité logement font une différence positive et une présence essentielle aux résident(e)s au prise avec des problèmes de logement. Les résident(e)s peuvent être fier des succès de l'équipe de travail du comité logement. **Frédéric Monast**



Des gens pour qui le logement est un droit et non une marchandise.

De gauche à droite : Gabrielle Renaud, Marianne Bousquet, Stéphan Gervais, Tim McSorley, Frédéric Monast, Sarah Chênevert-Beaudoin et Martin Blanchard siègent au Conseil d'administration.

2609

... demandes d'information traitées par le comité logement.

De ce nombre :

564 plaintes ayant trait à l'entretien et la salubrité des logements

236 demandes concernant la reprise de logement

104 demandes concernant le harcèlement et l'intimidation

160 demandes d'information sur le logement social

1000

... trousse d'information produites et distribuées auprès des personnes âgées pour les informer de leurs droits et démystifier les croyances populaires sur le droit du logement.

12 000 \$

... la plus forte somme qui, à la connaissance du comité logement, a été payé cette année par un propriétaire pour acheter le bail d'un locataire du quartier. Le bail le moins cher a été acheté pour la modique somme de **960\$**.

56

... nombre d'unités de logement social annoncées cette année pour le quartier de la Petite Patrie. Il s'agit du projet résidentiel Mirelis.

de 7 à 15

... augmentation du nombre de groupes communautaires qui seront locataires du 6839 Drolet si le projet de rachat de l'immeuble par le Centre social et communautaire de la Petite Patrie voit le jour.

La très grande majorité des résidentes et résidents de la Petite Patrie sont locataires d'un logement privé. Le stock de logement locatif privé est cependant plus désuet que la moyenne montréalaise, les chambres sont plus petites et les loyers plus chers que la moyenne. Ainsi, pour un grand nombre de personnes, les conditions de logement ne sont pas idéales.

Plusieurs milliers de locataires de la Petite Patrie consacrent la moitié de leurs revenus à payer leur loyer, vivent dans des logements insalubres ou insécuritaires, subissent du harcèlement discriminatoire, etc. D'autres sont aux prises avec des menaces d'éviction, une reprise de logement ou subissent une des nombreuses tactiques des propriétaires pour hausser leur profit.

En raison de la gentrification du quartier et de l'isolement des ménages plus pauvres, les plaintes et demandes que nous recevons sont de plus en plus lourdes et complexes, d'une année à l'autre.

L'information que nous donnons en première ligne permet à des locataires de garder leur logement et d'habiter un logement convenable à bon prix. Par contre, le parcours pour gagner sa cause n'est pas toujours évident et des modifications à la loi, ainsi qu'une amélioration de sa mise en œuvre, sont des mesures urgentes et essentielles qui sont au cœur de nos revendications sur le logement privé.

Un accueil de première ligne qui prend le temps d'écouter...

- **2609 demandes d'information sur le logement privé** ont été traitées cette année.
- **43 personnes** ont participé aux ateliers sur les **droits et recours des locataires**.
- **160** demandes d'information sur le **logement social** ont été traitées.
- **236** demandes d'information concernant la **reprise de logement** comparative-ment à 184 demandes l'an passé.
- Augmentation significative des **problèmes liés au bruit ou à des relations de voisinage tendues**. Beaucoup de locataires aux prises avec des problèmes de santé mentale se retrouvent dans cette problématique. Plus grande référence à des organismes qui s'occupent de médiation sociale (Tandem et Trajet).
- Plusieurs demandes ont nécessité d'impliquer les **travailleuses sociales du CSSS** dans la résolution du problème.
- Augmentation significative du nombre d'**aînés** aux prises avec des problèmes de logement.
- De nombreuses demandes de **personnes en détresse** cherchant un logement beau, bon et pas cher, et ne le trouvant pas. Les principaux demandeurs en détresse sont originaires du Maghreb et d'Haïti, ainsi que des femmes seules avec enfant.

« J'ai refusé l'augmentation, j'ai envoyé la mise en demeure pour les réparations, et tous les travaux ont été faits la semaine passée.

Quand il m'a dit qu'il tenait à son 30\$ d'augmentation, je lui ai dit non. Il a semblé surpris. Je suis fier de moi! » Locataire rue Chambord



... et des locataires qui restent dans leur quartier:

- **Hausses de loyer moyennes:** 23,71 \$ (ou 4%) par mois, pour un loyer moyen de 596,78\$. Sans le comité logement, ces hausses auraient été bien plus fortes.
- 60 **avis de reprise** signifiés aux locataires cette année. De ce nombre, 28 personnes ont quitté ou quitteront leur logement; 15 locataires ont pu garder leur logement en défendant leurs droits. Ces chiffres sont partiels car les audiences prennent plus de temps cette année qu'à l'ordinaire.
- Les propriétaires ont versé entre **960\$ et 12 000\$** pour acheter les baux des locataires et éviter les audiences à la Régie. Le comité logement aide les locataires à négocier, sachant toutefois qu'au bout du compte ils perdent leur logement.
- Des locataires ont pu conserver leur logement ou en améliorer les conditions grâce à **l'intervention concertée du comité logement et de l'équipe en suivi variable du CLSC.**
- Les **références à Tandem et à Trajet** ont permis de résoudre les tensions de voisinage sans avoir recours à la Régie du logement dont les délais sont devenues extrêmement longs (plus de 20 mois en moyenne).
- L'accompagnement par le comité logement dans les démarches des locataires prend du temps et se fait une personne à la fois. Malgré cela, chaque locataire trouve ici toutes les **ressources** pour défendre ses droits et souvent au-delà de la question spécifique du logement.
- La **forte gentrification** est avancée à un point tel qu'il est devenu impossible de trouver un logement en location à un prix accessible pour les revenus faible et moyen.

Le comité logement est inquiet face à la baisse de la présence de ménages constitués de personnes âgées de 65 ans et plus, principalement en raison de la pression exercée par les hausses de loyers, les reprises de logement, les intimidations des propriétaires et le mauvais état des logements. Généralement, les personnes âgées habitent leur logement depuis longtemps et de ce fait, sont souvent les premières victimes de la spéculation immobilière dans le quartier.

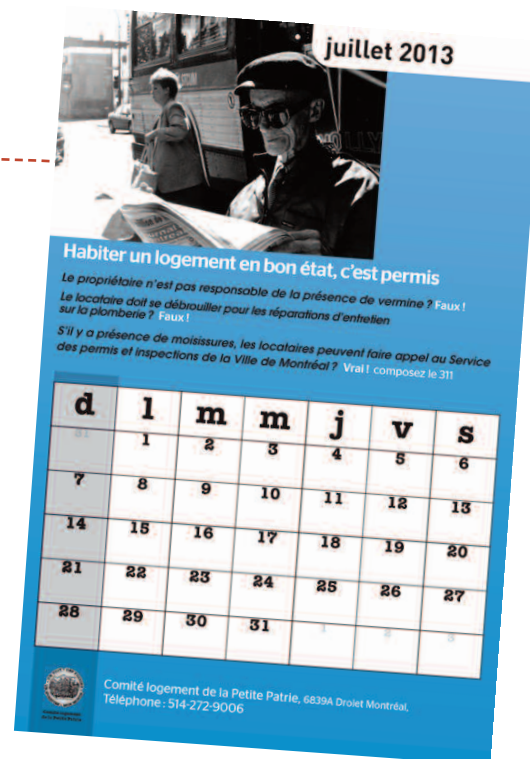
Pour affronter ce problème, le comité logement a conçu et produit avec les personnes âgées des outils de sensibilisation à leurs droits et qui font

maintenant partie de leur vie quotidienne. Lancée lors de la présentation d'une pièce de théâtre conçue avec des locataires aînéEs et des intervenantEs du quartier, diffusée partout dans le quartier, notamment par le service des soins à domicile du CSSS, notre belle trousse d'outils est devenue très populaire!



Un travail avec une forte participation des locataires aînéEs...

- **30 avis de recherche** pour recruter des participants affichés dans les commerces et les lieux publics du quartier.
- **7 rencontres** de témoignages des locataires aînéEs pour comprendre leurs situations particulières.
- **4 rencontres** avec des intervenantEs travaillant auprès des aînés.
- **Deux rencontres** de travail avec les locataires aînéEs pour sélectionner les outils à développer.
- **Un atelier** d'écriture collective avec des locataires aînéEs, des intervenantEs du quartier et la troupe Parminou.
- **Production de la trousse**: un jeu de cartes, un calendrier, un aimant, un livret de mots croisés / mots cachés, ainsi qu'un beau sac recyclable.
- **Une rencontre** pour valider les outils avant impression.
- **Lancement** de la trousse: distribution de **100 affiches** sur le territoire du CSSS du Cœur de l'île, **deux publicités** dans le journal Rosemont/Petite Patrie, annonces **internet** et **facebook**, un **article dans le journal local**, une **campagne de dons** dans la communauté pour l'enregistrement vidéo de la prestation théâtrale.
- **73 locataires aînéEs** ont assisté au lancement avec présentation de la pièce *Ça s'est pas vraiment passé comme ça*.
- **Diffusion** de la trousse par **affiches** et **coupons**, par **vidéo** au CSSS du-Cœur-de-l'île, par le programme **maintien à domicile** du CSSS et par les **groupes communautaires** du quartier.



... et des transformations importantes dans le quartier:

- Des outils qui correspondent aux **préoccupations** des locataires aînéEs dans un **langage** qui leur convient.
- L'équipe de travail améliore sa **compréhension** de la réalité des aînés face à la problématique du logement.
- Les intervenantEs mieux **outilléEs** pour faire face aux problèmes de logement des aînéEs.
- Création de **liens** pour intervenir en concertation.
- Les éluEs locaux sont plus **sensibles** aux difficultés de logement rencontrées par les aînéEs. La demande d'interdire les reprises de logement pour personnes de 65 ans et plus est très bien reçue parmi les éluEs.
- Meilleure connaissance des **droits** des locataires aînéEs sur le territoire du CSSS.
- Les locataires font **rayonner** les informations que la trousse contient auprès de leurs familles, amis et connaissances.
- Le comité logement a obtenu l'autorisation par le théâtre Parminou de permettre à des **troupes amateurs** de présenter la pièce.
- Les locataires aînéEs sont en mesure de **résister** aux pressions des propriétaires.

Nous estimons qu'au moins 6000 locataires du quartier s'appauvrissent à travers le paiement de leur loyer. De très nombreux locataires sont aussi aux prises avec des conditions difficiles de logement. La flambée des loyers dans le quartier a conduit plusieurs ménages à quitter leur logement et même, trop souvent, leur quartier.

Pour ces locataires, la solution consiste à entreprendre des démarches pour obtenir un logement dans un HLM, une Coop ou une OBNL. Depuis 1991, le comité logement a aidé à la mise sur pied de 607 unités de logement social et communautaire.

Les projets de logements sociaux prennent cependant plusieurs années à se concrétiser: il peut s'écouler entre 5 et 25 ans de travail entre le jour où un projet démarre et l'occupation des logements. Le comité logement est très actif et très tenace pour s'assurer que les projets voient le jour et en démarrer des nouveaux, notamment dans les lieux de concertation, comme à la Table logement et auprès des éluEs locaux. Il est aussi à l'écoute des besoins des locataires du quartier qui souhaitent s'engager dans une démarche de trouver un logement social, ou démarrer un projet de coopérative d'habitation.

Un travail de longue haleine pour le logement social...

- Organisation ou participation à pas moins de **75 rencontres** pour informer, mobiliser et développer de nouveaux projets de logements sociaux dans le quartier.
- **82 personnes** ont participé aux rencontres d'information sur le logement social.
- Organisation d'une **assemblée populaire** en juin pour informer la population sur le projet d'aménagement du site Bellechasse.
- **Représentations** auprès de la mairie d'arrondissement pour hausser la proportion de logement social sur le site Bellechasse.
- Participation à un **groupe de recherche universitaire** sur la participation citoyenne.
- Participation à la consultation de l'Office de consultation publique de Montréal sur le **projet Mirelis**.
- Membre fondateur et participation active aux travaux de la **Coalition Marconi Beaumont**.
- Participation aux préconsultations publiques de la Ville-centre et aux travaux de la Table logement sur le **PDUÉS**.
- Participation aux travaux de la Table logement pour faire émerger de **nouveaux projets** de logements sociaux et communautaires dans le quartier.
- **Leadership** au comité exécutif de la Table logement et participation active aux rencontres mensuelles de la Table.
- Participation aux travaux de la Table logement pour la **socialisation** des maisons de chambre de l'est du quartier.
- Actualisation de la liste d'attente du comité de requérantEs.



... et des transformations à moyen et à long terme:

- La proportion d'inclusion de logements sociaux et communautaires pour le site Bellechasse est passée de **15% à 24%**.
- Les locataires ont en main la **meilleure information disponible** pour comprendre les démarches permettant d'habiter un logement social ou communautaire.
- Le quartier développe une **vision unifiée** et commune pour l'aménagement du site **Bellechasse**.
- Le projet de recherche interuniversitaire cible le site Bellechasse pour améliorer les **outils de participation citoyenne**.
- Production d'un **mémoire pour le projet Mirelis** par le comité logement et participation centrale au mémoire de la Table logement.
- Recommandations dans le rapport de l'OCPM sur le projet résidentiel Mirelis qui intègre plusieurs revendications du quartier, grâce à la **mobilisation** de plusieurs acteurs **en amont des consultations** publiques.
- Ajout d'une **réserve foncière** dans le projet du PDUÉS.
- **Assemblée publique** par la Coalition Marconi Beaumont sur le PDUÉS.
- Participation centrale au **mémoire de la Table logement sur le PDUÉS** et distribution du mémoire dans les groupes du quartier.
- Importants projets de logements sociaux et communautaires en **émergence** pour répondre aux besoins des populations plus vulnérables.
- Embauche d'une personne durant l'été, **mise à jour de la liste d'attente** des requérantEs, conception d'un **nouvel outil d'inscription** à la liste.

Nous ne sommes pas seuls dans la lutte pour le droit au logement et pour l'amélioration des conditions de vie des résidentEs du quartier. Le travail collectif permet de maintenir les acquis et de faire de nombreux gains dans ces luttes, en vertu du partage des connaissances, de l'expérience et de l'expertise de terrain, mais aussi par la création et la consolidation de liens.

La concertation locale met en place une vision commune sur les enjeux touchant la population du quartier, en particulier les enjeux liés à la pauvreté.

Pour favoriser la concertation, le comité logement considère cependant qu'il faut consolider son équipe de travail. La concertation est importante et demandante, ce qui se rajoute à nos travaux en cours.

Nos partenaires et lieux de concertation...

- **Association coopérative d'économie familiale (ACEF)** du nord pour référer les locataires au fonds d'Entraide.
- Auprès du **CSSS Cœur-de-l'Île (CLSC Petite Patrie, Hôpital Jean-Talon) et Direction de la Santé Publique de Montréal**, références et représentations pour résoudre les problèmes d'insalubrité et aider les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale.
- Références auprès de **Tandem et Trajet** pour résoudre les tensions de voisinage et faire de la médiation sociale.
- **Office Municipal de l'Habitation de Montréal** pour des familles en urgences et des problèmes particuliers vécus par des locataires dans des HLM.
- **Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)**: le comité logement est membre du conseil d'administration, participe aux rencontres du comité régional et assume de nombreuses représentations au sein du regroupement.
- Groupe de ressource technique **Bâtir son quartier**: le comité logement est membre du conseil d'administration et assume la délégation pour la Petite Patrie.
- **Regroupement des Tables de Concertation de la Petite Patrie (RTCPP)**: la coordonatrice est présidente du conseil d'administration et le comité logement participe aux assemblées du RTCPP et aux lieux de concertation du quartier.
- **Table de concertation logement / aménagement de la Petite Patrie**: le comité logement préside la Table et est membre du comité exécutif.
- **Coalition contre la pauvreté de la Petite Patrie**: participation à l'organisation d'un débat public dans le cadre des élections provinciales de septembre 2012.
- **Coalition Marconi Beaumont**: le comité logement est un membre fondateur de la Coalition et participe à toutes les activités et rencontres.
- **Centre social et communautaire de la Petite Patrie**: le comité logement assume le leadership des travaux pour l'achat de l'immeuble du 6839 Drolet.



La concertation en fait voir de toutes les couleurs!

60 militantEs du quartier à la manifestation contre la tarification des services publics, Petite Patrie, 4 avril 2012

... et des gains qui profitent à tout le monde:

- Les locataires aux prises avec des problèmes multiples ont la chance de trouver au comité logement **une ressource capable de mobiliser des intervenantEs** du quartier et leur venir en aide rapidement.
- Les personnes en danger d'itinérance ont un **second souffle** grâce à l'accueil du comité logement.
- Le comité logement peut faire entendre la voix des locataires du quartier dans les instances qui les représentent aux niveaux **régional et national**.
- Les employéEs du comité logement **partagent**, avec d'autres groupes de défense de droits et les locataires du quartier, **les informations et leur expertise** sur les luttes et les enjeux qui les interpellent.
- Les groupes du quartier **coordonnent** leurs actions pour imbriquer le droit au logement dans la lutte à la pauvreté.
- La protection du parc de logement locatif devient un **enjeu de quartier** et mobilise les éluEs locaux dans la recherche de solutions politique et législative.
- Au niveau du RTCPP, un travail important a été fait pour ajuster notre fonctionnement et la gouvernance. De plus, une **intervention prioritaire dans l'est du quartier** est ciblée à la suite d'une réflexion parmi les membres.
- **Le logement est nommé comme un enjeu central** pour le quartier depuis 2005 et réaffirmé lors d'activités de quartier. Cette préoccupation a été transmise à Centraide lors des rencontres pour déterminer les enjeux territoriaux 2013-2016.
- Une démarche du quartier s'amorce pour des **actions concertées** dans l'est du quartier, notamment à travers les problèmes de logement, de santé mentale et de sécurité alimentaire.
- Distribution d'un **dépliant** sur les droits des locataires par le député fédéral dans tous les ménages de la circonscription Rosemont-Petite Patrie.

Nous croyons aux vertus de l'action collective et solidaire pour faire face aux problèmes sociaux vécus par les résidentEs du quartier. L'action collective permet de trouver ensemble des alternatives intelligentes à ces problèmes et d'inclure la voix de chacun et chacune dans les revendications. Au niveau du logement, un frein important à la mobilisation est l'individualisation des problèmes de logement sur le marché privé. Un important travail est fait au comité logement pour sensibiliser les locataires sur les bienfaits de l'action collective.

NOS ACTIVITÉS DE MOBILISATION CETTE ANNÉE:



4 avril 2012, Métro Rosemont
L'État-tombe, c'est assez!
Coalition montréalaise pour la survie des services publics



25 avril 2012, Québec
On vote pour le registre des loyers
RCLALQ



5 mai 2012, Petite Patrie
Marche de Jane
Coalition Marconi-Beaumont



13 juin 2012, Petite Patrie
*Assemblée générale annuelle
du comité logement*



19 juin 2012, Petite Patrie
Assemblée populaire sur Bellechasse
Comité logement et Table logement



30 août 2012, Petite Patrie
Débat électoral des candidat-e-s de Gouin
Coalition contre la pauvreté de la Petite Patrie



31 octobre 2012, Montréal Nord
Le Musée des Horreurs
RCLALQ



28 novembre 2012, Villeray
Action régionale pour le contrôle des loyers, RCLALQ



3 décembre 2012, Petite Patrie
Assemblée spéciale des membres
sur la mobilisation



12 décembre 2012, Petite Patrie
Party de Noël de l'équipe de travail
et du conseil d'administration



7 mars 2013, Petite Patrie
Lancement de la trousse d'outils pour
les locataires aînés



23 mars 2013, Petite Patrie
Les locataires sandwich en action! CLPP



21 mars 2013, Petite Patrie
La discrimination, c'est fini!
RCLALQ

Le locataire engagé
Le bulletin du Comité logement de la Petite Patrie

**Forum public :
aménagement de Marconi Beaumont**

La Coalition Marconi Beaumont vous invite à venir en grand nombre à ce forum public organisé par la Ville de Montréal, où seront discutés les différents projets d'aménagement et les initiatives en proposition pour le secteur Marconi Beaumont.

Votre présence contribuera à convaincre nos élus de la pertinence de prioriser l'aménagement social pour tenir compte des besoins des résidents qui habitent en secteur Marconi Beaumont.

Rendez-vous le lundi 29 octobre à 19 h, à la Casa d'Italia au 505 Jean Talon Est.

À l'Halloween, on se mobilise contre l'horreur dans nos logements!

Maisons, courts, coquerons, patates, rats, chauffage coupé, utilisation d'eau en été, portes non sécurisées, balcon rongé par la rouille, etc. Les appartements se font de plus en plus vieux et sont de plus en plus chers (une baisse de 178 millions depuis 2001). Ce sont les ménages locataires les plus démunis qui font les frais de la négligence des propriétaires. Il est grand temps que cesse cette mascarade!

Rendez-vous mercredi 31 octobre à 9 h 45, au Comité logement de la Petite Patrie (6899 A rue Brodeur) pour une action en groupe qui se termine à 13h.

Pour info et réservation: 514-272-9006

Nos quartiers ne sont pas À VENDRE

L'INÉGALITÉ
C'EST LE MONDE
IL FAUT QUE ÇA CHANGÉ
LE 31 OCTOBRE
Je me mobilise!

Le locataire engagé
Bulletin électronique du
comité logement

391 abonnés
18 parutions cette année

PÉTITIONS
LETTRES D'APPUI
CAMPAGNES DE FAX
VOX POP
PRISES DE PAROLE

En octobre 2012, la Commission scolaire de Montréal rencontrait les groupes locataires du 6839 Drolet pour les aviser de quitter les lieux à la fin du mois, à moins que les groupes déposent une offre d'achat formelle dans un délai de deux semaines. La Caisse Populaire Delorimier assume alors les coûts pour l'installation d'une nouvelle chaudière. Durant ce temps, il n'y pas eu de chauffage dans l'immeuble jusqu'au 28 novembre. Il faisait frette! Les intervenantEs travaillaient avec leur manteau d'hiver...

À partir de la résolution du problème de chauffage, les groupes locataires ont travaillé à finaliser une offre d'achat formelle et à trouver des sources de financement pour rendre possible l'acquisition de l'immeuble à un prix respectant la capacité de payer des groupes.

La coordonnatrice du comité logement est au centre de ces démarches. Elle assume les liens entre les différents comités de travail, les éluEs et les groupes locataires. Elle fait le suivi des dossiers de travail, elle convoque et anime les réunions, elle participe sur tous les fronts à réaliser ce projet ambitieux.

Un travail pour le bien commun du quartier...

- Participation à **45 réunions de travail**, incluant les rencontres avec les éluEs, les professionnels engagés et les locataires membres.
- **Accompagnement** lors des visites de l'immeuble par des professionnels.
- Rédaction de **demandes d'aide financière** à Centraide, Caisses Populaires, Arrondissement Rosemont-Petite Patrie, CDEC, PIEC, Communautés religieuses, Fiducie d'économie sociale.
- Support à la rédaction de **scénarios financiers** et de l'**offre d'achat** formelle.
- Travaux avec l'**architecte** pour maximiser les espaces locatifs, rencontres avec les groupes potentiellement intéressés à occuper les lieux dont le Groupe Conseil St-Denis.
- Liens avec la **Commission scolaire de Montréal**.
- **Cueillette** de données, **préparation** des dossiers, **coordination** des actions des locataires.
- **Entrevues** pour le journal local.





... Un centre social et communautaire en devenir!

- Suite aux pressions des locataires et à l'intervention des éluEs, une entente a convenu de **rétablir le chauffage**, que les frais soient assumés par la Caisse Populaire Delorimier et qu'une **offre d'achat formelle** soit déposée au 31 mai 2013.
- Les groupes locataires ont négocié une **compensation** pour perte de chauffage.
- Engagement de **Bâtir son quartier** comme chargé de projet.
- De nombreux **rapports** produits: décontamination des sols, décontamination de l'amiante, étude sur la valeur marchande, rapport d'inspection du bâtiment, rapport d'inspection mécanique.
- Les contacts avec la CSDM ont permis d'obtenir les plans et devis du bâtiment, le certificat de localisation et l'étude environnementale phases 1 et 2, réalisant ainsi des économies dans la production de la **documentation**.
- Suite à nos demandes de **financement**, nous avons obtenu 55 000\$ (de Centraide, de l'Arrondissement et de la Caisse Populaire) pour défrayer le coût des études et des professionnels et du chargé de projet engagés.
- Des **espaces locatifs** ont été dégagées afin d'accueillir 8 nouveaux groupes suite au retrait du Groupe Conseil St-Denis dans le projet d'acquisition.
- Si le projet se réalise, les **engagements** suivants se concrétiseront: 35 000\$ du Fonds d'investissement en économie sociale, 140 000\$ de l'Arrondissement Rosemont-Petite Patrie, 37 000\$ de la Caisse Populaire Delorimier, 25 000\$ de la Caisse Populaire Rosemont-Petite Patrie. Nous attendons des réponses des Frères de Ste-Croix et du Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif.

Le comité logement a remporté une subvention soumise au Ministère des aînés et de la Famille pour une trousse d'outils aidant les locataires aînés à garder leur logement et à améliorer leurs conditions de logement. En plus de la diffusion massive d'une trousse d'outils très populaire, cette subvention a permis au comité logement de garder son équipe de travail complète durant toute l'année.

Une lettre avait été envoyée à la Société d'habitation du Québec (SHQ) en février 2012 en vue d'obtenir du financement pour notre volet de promotion et développement du logement social. La coordonnatrice a rencontré à deux reprises la direction de la SHQ pour maintenir les liens et il nous a été dit de patienter. À bout de patience, nous avons recontacté la SHQ à l'hiver 2013, pour apprendre que la lettre avait été égarée. La demande a refait son chemin et la réponse nous a été rapidement communiquée: ce fut négatif. Des démarches additionnelles seront entreprises pour faire reconnaître le travail important et imposant du comité logement en matière de logement social.

Cette année, le comité logement était en évaluation triennale à Centraide. Une demande de financement additionnel a été rédigé avec pour but de collectiviser la question du logement dans le quartier et de la lier avec la lutte à la pauvreté. Les membres du conseil d'administration et l'équipe de travail ont participé à la production de la demande et à l'évaluation de cette demande avec des représentantes de Centraide. Nous avons grand espoir, la rencontre s'étant bien déroulé, et Centraide a entendu les arguments du comité logement pour faire reconnaître la centralité du logement dans la lutte à la pauvreté.

Une petite subvention d'Emploi Canada a permis l'embauche d'une étudiante pour la mise à jour et l'actualisation des outils de la liste d'attente des requérantEs de logements sociaux.

Nous souhaitons remercier la Caisse Populaire Deslorimier pour avoir permis de mettre à jour le matériel informatique du comité logement.

Date de fondation: 24 octobre 1983
Nombre d'employées: 3 personnes
Membres du conseil d'administration: 7 personnes
Nombre de membres: 255 personnes
Nombre de locataires rejoints: 2 839

Entretien et salubrité des logements: 564 plaintes

Répartition:

Cadre bâti: 30 %

Vermes: 23 %

Plomberie et infiltration d'eau: 22 %

Humidité et moisissures: 14 %

Chauffage: 7 %

Électricité: 4 %

Comité Logement de la Petite Patrie
6839-A Rue Drolet
Montréal, Québec
H2S 2T1

Téléphone : 514-272-9006

Courriel : clpp6839@gmail.com

Heures d'ouverture :
Lundi au jeudi, 9 h 30 à 16 h 30



Organisme financé par Centraide du Grand Montréal

Rédaction du rapport d'activités : Équipe de travail CLPP

Photographies : Comité logement de la Petite Patrie et RCLALQ

Graphisme : tintamar